

.....LES RENCONTRES

DE L'OZP.....

OZP

Association

Observatoire des zones prioritaires

20, rue Henri Barbusse - 92230 GENNEVILLIERS

01 47 33 17 93

ozp.ass@wanadoo.fr

www.association-ozp.net

n° 60 – octobre 2006

Faire réussir les élèves de quatre lycées de Seine-Saint-Denis

Compte rendu de la réunion publique du 20 septembre 2006

Cette expérience illustre bien ce que l'OZP souhaite pour les zones d'éducation prioritaires : « le meilleur de l'Education Nationale ».

*L'OZP à invité trois intervenants : **Henri Théodet**, proviseur du lycée Auguste Blanqui de Saint-Ouen, **Carole Diamant** (*), professeure de philosophie dans le même lycée, et **Cyril Delhay** (**), adjoint de Richard Descoings, directeur de Sciences Po (IEP de Paris), pour la mise en place des conventions ZEP.*

L'objet de la rencontre est la présentation du projet expérimental mené depuis cette rentrée scolaire. Ce projet concerne quatre lycées : Auguste Blanqui (Saint-Ouen) et le lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois (lycées polyvalents) ainsi que les lycées Jacques Feyder à Epinay-sur-Seine et Pablo Picasso à Bondy (lycées généraux).

L'idée initiale, qui a germé avant les émeutes de banlieue de novembre 2005, était de montrer qu'en y mettant les moyens, en appliquant les expériences pédagogiques les plus novatrices et en mobilisant des intervenants extérieurs, de Sciences Po, mais aussi de grandes entreprises, d'universités, de grandes écoles, etc. , les lycées des quartiers défavorisés, qui ne manquent pas de talents, pouvaient se hisser au niveau des meilleurs.

* DIAMANT (Carole), « Ecole, terrain miné », éd. Liana Levi, 2005, 12 €

** DELHAY (Cyril), « Promotion ZEP : des quartiers à Sciences po », Hachette littératures, 2006, 19 €

Intervention de Henri Théodet

Henri Théodet plante le décor et donne les grands axes. Il précise bien qu'il s'agit d'un témoignage de terrain, témoignage sur son établissement dans son contexte : il ne s'agit donc pas de représenter l'ensemble des quatre lycées.

Il donne d'abord le cadre des districts, étant par ailleurs responsable du bassin de formation n°1 (entité « Plaine Commune » et trois communes limitrophes), qui est composé de deux districts. Le district n° 1, qui comprend L'Ile-Saint-Denis, Saint-Ouen, Saint-Denis et Epinay, est celui de Seine-Saint-Denis qui a le taux le plus élevé de CSP (catégories socio-professionnelles) défavorisées du département et, malheureusement, ce taux est en progression constante : il est passé de 61,5 % en 2003-04 à 62,6 % en 2005-06 (celui du district 2 étant pour sa part de 63,2 %). C'est l'aire géographique de la Seine-Saint-Denis la plus touchée par une paupérisation du public (seulement 4,5 % de CSP favorisées), Epinay-sur-Seine étant d'ailleurs encore plus touché que Saint-Ouen.

Pour ce district, les résultats des évaluations d'entrée en 6^{ème} sont en baisse en français : 44,9 % de réussite en septembre 2005 contre 54,4 % en septembre 2003 (en maths, on est passé de 46,8 % en septembre 2003 à 53,6 % en septembre 2005).

Idem pour les résultats au Brevet des Collèges : si on compare les notes brutes à l'examen, en trois ans, la note moyenne de français a baissé de 8,4/20 à 6,8/20 et celle de maths de 6,5 à 5.

Malgré tout cela, le lycée, grâce à une politique très volontariste de prise en charge des élèves, a amélioré le taux de passage de 3^{ème} en 2^{ème} générale, passant de 52,1 % à 54,3 % en trois ans.

Le lycée Auguste Blanqui est classé « zone violence » et « zone sensible » : 972 élèves répartis en 37 divisions, dont 23 divisions en enseignement général (soit 61 % des élèves), 13 en enseignement professionnel (30 % des élèves), et une Classe préparatoire aux grandes écoles (76 étudiants, 44 en Hypokhâgne et 32 en Khâgne), soit 7 % des élèves.

Ce secteur étant concurrentiel, la CPGE (classe prépa) a failli fermer il y a quatre ans mais elle a survécu grâce au développement de créneaux tels que « Histoire des Arts » ou à la diversification des langues, par exemple le chinois. L'existence de la CPGE, cumulée avec la convention signée avec Sciences Po, permet de donner de l'ambition aux élèves.

Il existe également une structure d'insertion (MGI), ouverte après la rentrée de préparation au BEP.

Les élèves du lycée sont issus à 53,2 % de CSP défavorisées (contre 31,6 % pour l'académie et 28,6 % au plan national), et pour la SEP (section d'enseignement professionnel) 64 % (en 2002-03). 16 % des élèves sont étrangers, issus de 24 pays et beaucoup d'autres élèves sont français d'origine étrangère et connaissent des difficultés dans le maniement de la langue française.

Le retard scolaire est très important dès l'entrée en seconde : 18 %. Les difficultés se concentrent en seconde à deux niveaux :

- dans l'enseignement professionnel. Le lycée prépare au BEP et au Bac Pro « secrétariat et comptabilité », mais les élèves viennent par défaut : ils n'ont choisi ni le lycée ni la section (ils auraient préféré « sanitaire et social » ou « électronique », « électrotechnique »...), et ont de surcroît des difficultés importantes, d'où un risque important de déscolarisation.
- au lycée général. Avec l'augmentation du taux de passage 3^{ème}/2^{ème} générale, le public du lycée a changé et les enseignants non accoutumés aux difficultés des élèves vont devoir apprendre à

gérer et à élaborer d'autres approches pédagogiques. D'où l'intérêt qu'ils manifestent pour ce projet qui permet d'expérimenter de nouvelles stratégies.

Les grands axes de l'action

Il s'agit de faire travailler ensemble sur un projet commun 2 classes de 2^{ème} générale (2 fois 30 élèves) et 2 classes de 2^{ème} professionnelle (2 fois 24 élèves). A la rentrée scolaire, des binômes (professeur de lycée général et professeur de lycée professionnel) ont accueilli les 108 élèves concernés (qui n'avaient pas été informés de l'existence du projet expérimental) par groupes de 12, en présence de Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional, et d'autres personnalités des collectivités territoriales et de l'Education Nationale, l'objectif étant que les élèves puissent faire connaissance et parler de leurs projets personnels.

Pour mettre en œuvre des pédagogies pluridisciplinaires, 2 demi-journées par semaine sont banalisées pour permettre de mener des mini-projets (de 3 semaines à un mois) et des projets à plus long terme (trimestre). Ont été choisis un projet autour de la Justice puis un autre sur le suivi des élections présidentielles. Pour septembre, une demi-journée par semaine est consacrée à la méthodologie.

Pour soutenir les élèves, un partenariat avec des entreprises, l'enseignement supérieur et le monde de la culture a été mis en place, sur le modèle de celui de Sciences Po : il a permis de mettre un tuteur à la disposition de chaque élève issu de ZEP.

Carole Diamant, professeur de philosophie dans ce lycée, apporte quelques précisions. Un des axes importants est d'éviter de « saucissonner » les cours. Pour les tuteurs, il s'agira de personnes venant de l'extérieur, des référents adultes non-professeurs qui jouent le rôle de personnes-ressources plutôt que de personnes « d'autorité ». Le cahier des charges qui leur est destiné rappelle que les difficultés des élèves ne sont pas forcément scolaires mais qu'elles se situent aussi en amont : organisation, sens de l'école, liens école-avenir et école-profession. L'objectif est que les élèves prennent conscience du long processus scolaire et de la vie de travail qui en découle. Les jeunes et les tuteurs vont se choisir pour que l'adulte réussisse à établir une relation régulière avec le jeune, mais le risque demeure que les adultes se découragent

Débat

- Et s'il n'y a pas de demande de l'élève envers le tuteur ?

Carole Diamant : Les professeurs ont expliqué aux élèves ce que leur tuteur pourrait faire pour eux : il s'agit de faire se rencontrer des générations qui n'en ont jamais l'occasion. L'aide est un processus d'interaction. Les tuteurs seront proposés et non imposés, tous les élèves n'en ont pas besoin.

- Quelle équipe enseignante ? Quels modèles sociaux pour les tuteurs ? Quelles évaluations prévues ?

Henri Théodet : Des postes disponibles ont été fléchés pour accueillir des volontaires mais la grosse majorité des quatre équipes est constituée de professeurs déjà en poste (pas de volontaires, seulement en LV2). L'enjeu est qu'il y ait cohésion et communication entre les professeurs participant au projet et les autres, avec la perspective l'an prochain d'étendre la démarche du projet à toutes les secondes, qui constituent le niveau charnière. Quatre coordonnateurs (deux issus de l'enseignement général et deux du professionnel), aidés de cinq assistants pédagogiques, impulsent et assurent déroulement et suivi, Carole Diamant gérant le contact avec l'extérieur.

Carole Diamant : En interne, le lycée a commencé l'évaluation de départ des élèves. Un professeur s'est attelé dès juin à la fabrication d'un outil et, pendant l'été, a croisé les compétences de trois disciplines (français, maths, histoire-géographie ; il manque les langues), extrayant les points communs au vocabulaire technique propre à chaque discipline. Un questionnaire a été bâti, en adéquation avec les anciennes évaluations de seconde. Les évaluations effectuées (6 heures au total, 2 heures par discipline) ont permis de constituer de petits groupes de 10 à 15 élèves selon les difficultés décelées. Depuis une semaine, les demi-journées banalisées sont utilisées pour de la remédiation, avec des équipes « professeurs, assistants pédagogiques, vie scolaire » (tous ayant participé à l'élaboration du projet dès mars-avril).

- *Pouvez-vous préciser le lien avec Sciences Po ?*

Cyril Delhay situe le rôle de l'Institut d'Etudes politiques de Paris dans la continuité des conventions en œuvre depuis 6 ans : 264 élèves viennent des 50 lycées partenaires. Il s'agit d'un travail main dans la main, d'une relation de confiance, durable, car chacun a appris des autres. Sciences Po aussi a changé, il n'est plus ce que l'on croit encore.

L'idée de départ de Richard Descoings était qu'il est difficile de faire bouger les choses, d'engager des réformes, donc qu'il faut partir du terrain avec ceux qui en ont envie puis développer. Le cri d'alarme des événements de novembre 2005 a accéléré le processus, les premières réunions s'étant tenues avant (avec enseignants, participants issus de l'accompagnement scolaire et experts susceptibles d'éclairer la démarche). Le souci constant de l'équipe est d'être modeste, une réunion des coordonnateurs est prévue tous les 15 jours, l'équipe avait envisagé un séminaire des élèves 2 jours à la Toussaint mais le personnel enseignant a une telle montagne de travail qu'il aura besoin de souffler.

- *N'y a-t-il pas un risque d'instrumentalisation politique de ce que vous faites et des initiatives que d'autres mettent en place ? Et quid des autres élèves, des autres talents ?*

Cyril Delhay : Ce travail est la preuve par l'exemple qu'il y a dix mille choses à faire, c'est un acte politique mais non partisan. Les faits parlent : les élèves issus des conventions ZEP-Sciences Po réussissent aussi bien que les autres et sont recrutés. Écoutons ce qu'ils disent « On ne veut pas être des alibis, on est des rescapés ; des élèves comme nous, il y en a plein ».

Cyril Delhay fait remarquer que l'éducation revient au centre du débat politique. Il y a 6 ans, les conventions ont été débattues avec des « pour » et des « contre » dans tous les camps politiques. Ségolène Royal en a parlé la première en 1998, puis en 2003-04 Nicolas Sarkozy. Le débat a bien progressé depuis et d'autres grande écoles lancent également des actions avec un discours sur l'égalité des chances, la diversité et les talents. Les établissements d'enseignement supérieur font des choix, leur priorité est ou de conserver le système ou bien au contraire de changer et d'aller chercher les talents là où ils sont. Deux cents établissements sont maintenant associés (s'ils avaient fait le choix il y a cinq ans, 50 000 jeunes seraient maintenant concernés) mais il faut distinguer l'effet d'annonce de la réalité.

Henri Théodet : Ces partenariats (avec Sciences Po, Pierre et Marie Curie) ont donné des perspectives, de l'ambition aux élèves de L, ES et S. Il restait à proposer une offre du même à ceux de STT ou des Bac Pro. Cette année, Danone a ouvert un siège à Saint-Ouen et propose des BTS en alternance clés en main. Une classe a été ouverte et 4 élèves de Bac Pro ont été recrutés ; cela va être une perspective pour tous.

Carole Diamant : 5 élèves à Sciences Po, ce n'est pas un bouleversement total mais c'est 20 ou 25 élèves qui travaillent dans cet objectif, et ceux qui n'osent pas observent : bref, tous les élèves de terminale sont concernés par un avenir ouvert. Mais le travail de conviction à mener auprès des élèves n'est jamais fini, c'est un travail constant de les convaincre que c'est possible pour eux.

Henri Théodet : Les équipes travaillent l'aide à l'élaboration du projet personnel de l'élève. Plutôt que des carrefours des métiers classiques, des « samedis Blanqui » vont être organisés toutes les 2 ou 3 semaines (facultatifs et ouverts à tous les élèves du lycée) : on invitera deux grands témoins au parcours scolaire chaotique pour donner ambition et espoir à tous les élèves. Les deux premiers invités sont Malek Boutih et Isabelle Giordano.

- *Quelle place particulière est faite aux parents d'élèves dans ce dispositif ? Ont-ils envie de participer ?*

Henri Théodet et Carole Diamant soulignent que c'est compliqué, que la demande ne vient pas des parents, qu'ils ne viennent pas aux réunions (ils n'ont souvent jamais été scolarisés en lycée). L'équipe réfléchit à la manière de les mobiliser, elle n'a pas encore la réponse : il n'y a pas de relais, les parents n'ont pas de structures.

Témoignage : dans la ZEP de L'Hay-les-Roses, dans le cadre du Programme de réussite éducative, le relais avec les parents se fait dans la cellule de soutien scolaire, hors les murs (il est plus facile de voir les parents ainsi). Avant d'être aidés, les élèves y sont reçus avec leurs parents (contrat d'assiduité, entretiens autour d'une évaluation positive). Il faut dire que la ville consacre 6 temps pleins à ce projet (250 élèves concernés).

- *Qu'attendez-vous d'autre des partenaires ? Y a-t-il d'autres champs de coopération prévus ?*

Carole Diamant : Les entreprises proposent d'offrir des formations aux enseignants (par exemple Total pour les professeurs d'histoire-géographie, d'économie et de physique, sur l'énergie, les métiers du pétrole), de monter des projets spécifiques à leurs métiers, leurs compétences. Rappelons aussi que les tuteurs pour le moment viennent du monde de l'entreprise.

Henri Théodet souligne le soutien très actif de la ville de Saint-Ouen. Une charte école/entreprise a été signée à destination des élèves de SEP qui ont besoin de vrais lieux de formation dans leurs stages validant leur diplôme..

- *Au stade final, recrute-t-on ces jeunes un peu pour se donner bonne conscience ou au contraire pour bénéficier des compétences personnelles qu'ils ont pu développer de par leur parcours particulier, les obstacles qu'ils ont dû surmonter, leur connaissance de la réalité sociale, etc. ?*

Les entreprises ont-elles évolué dans leur appréciation de compétences non académiques ?

Cyril Delhay : Seul un tout petit échantillon (15 jeunes de la première promotion) est arrivé sur le marché du travail. Rien ne les distingue des autres jeunes de Sciences Po. Pendant cinq ans, ils ont tout fait comme les autres et ont bien gagné le droit à l'indifférence. Cela dit, ils ont des qualités personnelles particulières et leur profil est très apprécié. Les entreprises ont saisi que la diversité était un facteur de croissance, on peut espérer que le facteur « plafond de verre » sera moins présent. Quant aux talents, ces jeunes prouvent que chacun en a : écoutons leur discours : « L'école pourrit les forces vives ».

Les jeunes des banlieues reçoivent trop souvent un message très négatif « Tu ne vaudras pas grand chose, tu ne réussiras pas ». A 12 ans on leur apprend « Liberté Egalité Fraternité », puis l'expérience leur montre qu'on vit chacun pour soi, que c'est la loi de la jungle.

- *Une autre question sur l'évaluation*

Henri Théodet : L'évaluation du projet est encore en gestation, les quatre lycées ont l'aide active de Sciences Po et de trois chercheurs sociologues. Il y aura trois grands axes.

D'abord une évaluation à l'intérieur du lycée : des acteurs du projet seront interrogés plusieurs fois, sans doute en octobre, en cours puis en fin d'année. Des questionnaires sont élaborés en commun pour interroger élèves, professeurs, assistants pédagogiques et peut-être le proviseur et son adjoint.

Le sociologue Marco Oberti étudiera l'impact du projet sur son environnement, ses effets sur la localité.

Il faudra essayer de voir aussi (peut-être avec l'aide de madame Van Zanten) la place qu'a prise l'administration rectorale dans le projet. Il s'agit d'évaluer la capacité du rectorat à aider à gérer le projet (obstacle ou aide).

Ces évaluations vont s'étaler sur l'année. Pour l'instant, c'est le stade de l'espoir, de l'enthousiasme. Au moment du bilan, il faudra voir si on remet sur le métier ou pas.

- *Les professeurs ont-ils des réactions négatives quand on parle des entreprises ?*

Carole Diamant : Il faut bien reconnaître que les deux mondes sont en effet très étrangers, s'ignorent et se craignent. La réaction n'a pas été violente, plutôt étonnée ; quant aux entreprises, elles ont l'air d'être prêtes à travailler vraiment avec nous, y compris à travers des fondations. Il y a un vrai mouvement dans les deux sens. Le BTS en alternance a été très bien accueilli, la seule opposition de départ devient très minoritaire. De toute façon, tous sentent qu'il faut agir ; tous les professeurs ont à faire face à de très nombreuses difficultés et, à ce titre, toute expérimentation peut être bénéfique.

Le projet « Développement Durable » en partenariat avec Total suscite des interrogations dans la salle.

Carole Diamant rappelle que Total ne fait que proposer ses compétences, il ne sera pas seul à parler du développement durable, du pétrole et des énergies nouvelles.

Un autre projet « L'image de l'autre » travaille sur les difficultés de communication entre classes de la SEP et classes d'enseignement général. Les professeurs eux aussi sont confrontés ici à la question de la diversité, comme partout où on travaille en interdisciplinarité.

A propos de Total, les étudiants ont leur esprit critique : une « prise d'otages » est impossible.

Cyril Delhay souligne le jeu démocratique de cette relation : que les uns et les autres puissent s'exprimer et donner leur point de vue. Il y a une ignorance du milieu de l'entreprise dont sont victimes ceux qui sont le moins initiés. Attention aux discours qui risquent d'éloigner les élèves du milieu de l'entreprise et de la connaissance de ce milieu : les victimes seront ceux qui n'ont pas de personnes ressources dans leur environnement.

Carole Diamant conclut que la méfiance à l'égard du monde de l'entreprise ne disparaîtra pas si vite : tout se fait avec une extrême vigilance, traditionnelle dans notre milieu.

Compte rendu rédigé par Marie Himon